



Conseil de sécurité

Débat ouvert : La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Déclaration lue par le Conseiller fédéral Ignazio Cassis
Ministre des Affaires étrangères de la Suisse

New York, le 29 octobre

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de conseiller fédéral et chef du Département fédéral des Affaires étrangères de la Suisse.

Chers collègues,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

La violence n'en finit plus de nourrir la violence en Israël, à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Une spirale qui gagne désormais toute la région.

Cette dynamique conflictuelle dure depuis des décennies et s'est hélas encore empirée depuis les actes de terreur du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023. On est désormais hors de toute humanité.

Depuis lors, ce Conseil a adopté quatre résolutions – que la Suisse a soutenues. Elles appellent à la libération immédiate et inconditionnelle des otages, à un cessez-le-feu à Gaza, au respect du droit international, à la protection des civils et à un accès sans entraves à l'aide humanitaire.

Or aucune de ces résolutions n'a été mise en œuvre, ce qui mine la crédibilité de ce Conseil. Les Conventions de Genève – tout comme le droit international - sont régulièrement bafoués par tous les acteurs, étatiques ou non.

Ceci est inacceptable !

Plus d'une année après le 7 octobre 2023, le Hamas détient encore 97 otages et poursuit ses hostilités de manière indiscriminée envers Israël.

Plus d'une année après ces actes de terreur, l'escalade régionale n'a pas pu être empêchée.

Mesdames et Messieurs, chers collègues,

Appeler encore et encore les parties au conflit à respecter et à mettre en œuvre les décisions de ce Conseil est un exercice qui devient vide de sens. C'est un véritable drame, au vu de la nécessité croissante de mettre en œuvre nos décisions.

Lancer des appels ne sert pas à grand-chose, si nous toutes et tous, aussi bien dans cette salle que sur le champ de bataille, ne sommes pas à la hauteur de nos responsabilités.

Une responsabilité qui nous incombe en tant que signataires des Conventions de Genève. Nous avons besoin d'une forte volonté de toutes les hautes parties contractantes pour garantir plus d'humanité dans la guerre.

Le 18 septembre dernier, la Suisse a répondu « présent » à la décision de l'Assemblée générale de l'ONU d'organiser à Genève une Conférence de Hautes parties contractantes sur la mise en œuvre de la 4ème Convention de Genève, relative à la protection des civils dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Mon pays se prépare à assumer cette tâche.

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ministres,

Il est temps de trouver une issue à ce conflit.

Le décision prise hier par le Parlement israélien à l'encontre de l'UNRWA marque un nouveau tournant dans le conflit.

Non seulement cette décision est en grande partie incompatible avec le droit international, mais elle menace l'assistance humanitaire à la population civile en proie à de grandes souffrances. Une assistance jusqu'ici assurée par l'UNRWA.

La Suisse attend d'Israël qu'il assume ses obligations en vertu du droit international, y inclus de la Charte des Nations unies et du droit international humanitaire.

Mon pays continuera d'aider la population civile, dans le respect de sa tradition humanitaire.

Mais l'assistance humanitaire, mesdames et messieurs, n'est pas la solution durable à ce conflit. Je crois fermement que la paix au Proche-Orient se fera par la voie politique – ou ne se fera pas. Le moment est ainsi venu d'accélérer les efforts des pays engagés dans la recherche d'une telle solution.

Un accord de cessez-le-feu décliné sur le court, le moyen et long terme nous semble une possibilité concrète. La Suisse continue de croire qu'une solution politique à deux Etats est également possible et souhaitée.

Le but de toute solution politique est d'offrir aux Israéliens et aux Palestiniens la perspective de vivre en paix et en sécurité.

Laisser ce terrain à la violence et à la destruction n'est pas une alternative digne des valeurs que nous représentons ici, dans ce Conseil. Ni une alternative compatible avec notre humanité.

Travaillons alors ensemble à une solution politique, avec les parties au conflit, les Etats de la région qui s'engagent vers une solution à deux Etats et les membres de ce Conseil.

La Suisse salue toute initiative dans cette direction, comme – j'en mentionne trois mais il y en a plus :

- La médiation des Etats-Unis, du Qatar et de l'Egypte pour la libération des otages et un cessez-le-feu à Gaza.
- Le lancement, le 26 septembre dernier ici à New York, de l'Alliance globale pour la mise en œuvre de la solution à deux États. Nous participerons demain à la première réunion de suivi qui aura lieu à Ryad.
- L'initiative de la France pour une solution politique à la situation alarmante que connaît le Liban.

Mon pays appelle toutes les parties aux conflits à s'engager de bonne foi dans les négociations et à respecter leurs obligations de droit international.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes réunis ici également pour réaffirmer le rôle central de l'ONU pour la paix, la stabilité et l'aide humanitaire dans la région. Toute agence de l'ONU doit pouvoir faire son travail et venir en aide aux individus dans le besoin. Et le Secrétaire général de l'ONU doit pouvoir parler sans entrave avec toutes les parties.

Toute tentative unilatérale d'affaiblir son mandat ne fait qu'affaiblir le multilatéralisme.

Multilatéralisme que nous avons créé pour justement garantir la paix et la sécurité dans le monde.

Un monde dans lequel la Suisse est prête à jouer son rôle.

Je vous remercie.

I will now make a statement in my national capacity as Federal Councillor and head of Switzerland's Department of Foreign Affairs.

Dear Colleagues,

Excellencies,

Ladies and Gentlemen,

Violence continues to fuel violence in Israel, Gaza, the West Bank and East Jerusalem. A spiral that is now spreading throughout the region.

This dynamic of conflict has been going on for decades, and has unfortunately become even worse since Hamas's acts of terror against Israel on October 7, 2023. This is now beyond humanity.

Since then, this Council has adopted four resolutions - which Switzerland supported. They call for the immediate and unconditional release of the hostages, a ceasefire in Gaza, respect for international law, the protection of civilians and unimpeded access for humanitarian aid. Yet none of these resolutions has been implemented, undermining the credibility of this Council.

The Geneva Conventions – as well as international law - are regularly flouted by all actors, state and non-state alike. This is unacceptable!

More than a year after October 7, 2023, Hamas still holds 97 hostages and continues its indiscriminate hostilities against Israel. More than a year after these acts of terror, regional escalation has not been prevented.

Ladies and Gentlemen, Dear colleagues,

To call again and again on the parties to the conflict to respect and implement the decisions of this Council is an exercise that is becoming meaningless. This is a real tragedy, given the growing need to implement our decisions. Making appeals is of little use if all of us, both in this room and on the battlefield, fail to live up to our responsibilities. A responsibility that falls upon us as signatories to the Geneva Conventions. We need a strong will from all High Contracting Parties to guarantee more humanity in war.

On September 18, Switzerland confirmed its readiness to follow up on the decision of the UN General Assembly to organize in Geneva a Conference of High Contracting Parties on the implementation of the 4th Geneva Convention, relative to the protection of civilians in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem. My country is preparing for this task.

Excellencies, Ladies and Gentlemen Ministers.

The time has come to find a way out of this conflict.

Yesterday's decision by the Israeli Parliament against UNRWA marks a new turning point in the conflict.

Not only is this decision largely incompatible with international law, it also threatens humanitarian assistance for the civilian population which is suffering. UNRWA is until now providing this assistance.

Switzerland expects Israel to fulfil its obligations under international law, including the UN Charter and international humanitarian law. My country will continue to help the civilian population, in line with our humanitarian tradition.

But, ladies and gentlemen, humanitarian assistance is not the lasting solution to this conflict. I firmly believe that peace in the Middle East can only be achieved through political means. It is time, together with all committed countries, to accelerate the efforts towards finding such a solution.

A ceasefire agreement covering the short, medium and long term seems to us to be a concrete step. Switzerland continues to believe that a two-state political solution is also possible and desirable.

The aim of any political solution is to offer Israelis and Palestinians the prospect of living in peace and security.

Leaving this ground to violence and destruction is not an alternative worthy of the values we represent here, in this Council. Nor an alternative compatible with our humanity.

So let's work together towards a political solution, with the parties to the conflict, the states in the region that are committed to a two-state solution, and the members of this Council.

Switzerland welcomes all initiatives in this direction, such as – I mention three but there are more :

- Mediation by the USA, Qatar and Egypt for the release of the hostages and a ceasefire in Gaza. a ceasefire in Gaza.
- The launch in New York on September 26 of the Global Alliance for the Implementation of the Two-State Solution. We will be taking part in the first follow-up meeting in Riyadh tomorrow.
- France's initiative for a political solution to the alarming situation in Lebanon.

My country calls on all parties to the conflict to engage in negotiations in good faith, and to respect their obligations under international law.

Your Excellencies, Ladies and Gentlemen

Ladies and Gentlemen,

We are gathered here also to reaffirm the central role of the UN for peace, stability and humanitarian aid in the region. Every UN agency must be able to do its job and help people in need. And the UN Secretary-General must be able to talk to all parties without obstacle.

Any unilateral attempt to weaken the UN's mandate only weakens multilateralism. Multilateralism, which we created to guarantee peace and security in the world. A world in which Switzerland is ready to play its part.

Thank you.